

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Pour la Solidarité

*Plus qu'un Think Tank,
votre partenaire européen !*

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2008

L'année 2008 restera attachée dans les mémoires à l'éclatement d'une crise financière mondiale majeure, qui s'est traduite dans un premier temps par des plans de relance économique dans l'Union européenne et une ébauche de réforme du système financier. A notre sens, cette crise est le signe qu'il est plus que temps de s'attaquer aux maux profonds du système économique en vigueur. En effet, l'approche prônée actuellement nous semble insuffisante pour faire face aux enjeux majeurs auxquels l'Europe est confrontée, que ce soit en matière économique, sociale ou environnementale.

Outre notre proposition d'une vision intégrée pour l'Europe à travers le lancement d'un « Manifeste pour une croissance durable et solidaire au service d'une richesse partagée », dont la valeur ajoutée est qu'il s'agit d'une réflexion d'ensemble, prenant en compte tous les aspects du développement de l'Europe, nous essayons mois après mois, par nos activités, de contribuer à notre niveau à faire progresser cette idée d'une Europe plus solidaire et de défendre des modèles alternatifs de développement.

Dans un souci de transparence et de partage d'expériences, nous avons rassemblé l'ensemble de nos réalisations dans ce rapport d'activité, qui retrace le chemin parcouru en 2008 et se veut le reflet de notre engagement.

denis.stokkink@pourolsolidarite.eu

Pour la Solidarité, PLS, est un Think Tank européen qui a pour principale ambition de promouvoir la solidarité sous toutes ses formes par le développement d'un réseau de compétences entre les cinq principaux acteurs clés que sont les entreprises, les pouvoirs publics, les syndicats, les associations et les chercheurs. Il s'agit, au travers de ces cinq familles d'acteurs, de faire travailler ensemble ceux qui détiennent l'expertise, ceux qui assument leur responsabilité sociétale, ceux qui mettent en œuvre ou connaissent des bonnes pratiques, ceux qui travaillent sur le terrain et ceux qui maîtrisent le savoir scientifique et ce afin de rendre l'information accessible à tous.

Ainsi, notre Think Tank entend jouer un rôle actif dans la formulation des politiques publiques, l'accroissement de l'intérêt des entreprises pour leur responsabilité sociétale et l'encouragement de la participation des citoyens aux processus décisionnels afin de relever les nombreux défis émergents et contribuer à la construction d'une **Europe solidaire** et porteuse de **cohésion sociale**.

Dans un souci de clarification, nos activités sont réparties en trois grands pôles de compétences :

> **Le pôle « Centre de ressources »**

PLS a pour vocation de **donner aux acteurs les clés de compréhension** nécessaires pour appréhender l'environnement européen dans lequel ils évoluent. Structure ressource, **PLS** propose ainsi différents outils tels que :

- Une **newsletter** mensuelle (le Télex), envoyée à près de 15.000 acteurs socio-économiques et plusieurs **newsletters thématiques** (services à la personne, diversité en région wallonne, participation citoyenne...);
- Des sites **Internet** :
 - Un site général qui reprend l'ensemble de nos activités www.pourlasolidarite.eu ;
 - Plusieurs sites Internet thématiques : www.pour-tous.eu ; www.beingcitizen.eu www.observatoiredulogementdurable.eu ;
- Un organe de veille sociétale sur l'ensemble des évolutions juridiques, sociales et économiques européennes sur les questions de solidarité ;

- Des **publications** et **travaux de recherches**. Les **Cahiers de la Solidarité** approfondissent des questions d'actualité en analysant les pratiques innovantes et alternatives détectées au sein de l'Union européenne et en consultant les acteurs clefs du domaine étudié. Les **Working papers** font le point de manière simple et accessible sur des sujets d'actualité, ils permettent de s'appropriier les concepts et de comprendre les enjeux du secteur. Ils sont téléchargeables gratuitement sur le site internet de PLS.

> **Le pôle « Expertise – Conseil »**

PLS constitue un point d'appui sur toutes les thématiques de la solidarité en Europe. Forts de nos compétences internes et de notre réseau de partenaires, nous proposons toute une série de services aux acteurs socioéconomiques européens :

- **Réalisation d'études**, de supports de diffusion sur l'information européenne, organisation d'événements de dissémination ;
- **Consultances** et formations ; Accompagnement d'entreprises.
- **Aide au montage et au management de projets** ;

> **Le pôle « Reliance »**

Dans une volonté d'échange de bonnes pratiques et de recherche de synergies à l'échelle de l'Europe, **PLS** se veut une **interface d'échanges et de dialogue**, l'optique étant le décloisonnement. Ainsi, notre Think Tank privilégie la rencontre entre acteurs venant de tous les secteurs d'activités et contribue à nouer des contacts de qualité, avec des structures de confiance au travers de :

- **Mise en réseau** de structures et acteurs ciblés européens dans le but de développer une réelle optique de coopération ;
- **Organisation de journées de rencontre**, de visites **privilegiées** entre acteurs de terrain et décideurs européens ;
- **Mise en lumière** de personnes ressources et d'actions spécifiques lors de l'organisation de nombreux **séminaires et conférences**.

En 2008, PLS a fait peau neuve

En 2008, **PLS** s'est attaché à revoir ses outils de communication afin de mieux toucher ses interlocuteurs potentiels. Concrètement, cela s'est traduit par une refonte de visuels de nombreux outils : rapports, working papers, invitations et affiches d'événements, et bientôt, un nouveau téléx et un nouveau site internet.

Conscient du potentiel des technologies Internet pour diffuser de l'information, **PLS** s'est également attaché, pour chacune de ses activités, à diffuser un maximum d'information sur le web, à travers son site internet, mais aussi à travers d'autres supports web créés spécifiquement pour appuyer des projets particuliers, comme le site www.beingcitizen.eu, www.pour-tous.eu ou encore www.jaccroche.be. **PLS** s'intéresse aux réseaux sociaux et est désormais présent sur Facebook.

TABLE DES matières

Pole COHESION SOCIALE	PAGE 7
x Inclusion et protection sociales	
x Lutte contre le décrochage scolaire	
x Modèle social européen	
Pole Economie sociale.....	PAGE 14
x Promotion de l'économie sociale	
x Accompagnement de structures d'économie sociale	
x Services à la personne	
Pole DIVERSITE ET RSE.....	PAGE 23
x Responsabilité sociétale des Entreprises	
x Diversité dans l'Entreprise	
x Lutte contre les discriminations	
x Intégration socio-économique des personnes	
Pole CITOYENNETE ET DEMOCRATIE PARTICIPATIVE.....	PAGE 28
x Dialogue civil	
x Démocratie participative	
x Société civile organisée et citoyenneté active	
x Femmes et Villes	
x Technologies de l'information et de la communication (TIC) au service de la promotion de la participation citoyenne	
Pole DEVELOPPEMENT DURABLE ET TERRITORIAL.....	PAGE 33
x Energie	
x Développement durable territorial	
x Logement durable	
x Consommation durable	
BUDGET EUROPEEN 2007-2013.....	PAGE 38

En complément de cette organisation thématique, **PLS** réserve également une place transversale dans ses travaux aux **relations Nord-Sud** et à **l'égalité de genre**. **PLS** travaille dans le respect de son indépendance intellectuelle, structurelle et idéologique. Innovation, originalité et pertinence sont ses maîtres mots.

Le POLE COHESION SOCIALE

La cohésion sociale est une condition essentielle à la garantie de la démocratie puisqu'elle tend à enrayer les facteurs de division et le risque d'exclusion. L'axe cohésion sociale traité par **PLS** regroupe les domaines suivants : Inclusion et protection sociales ♦ Lutte contre le décrochage scolaire ♦ Modèle social européen ♦

INCLUSION ET PROTECTION SOCIALES

Projets européens

- « *ANCOBEST, Anticipation et Coopération lors des bouleversements ou des Évolutions Structurels* »



PLS et ses partenaires allemands, danois, espagnols, français, italiens, maltais, polonais, portugais et anglais ont remporté un appel à projets européen dont le but est l'analyse des processus de restructuration de petites et moyennes entreprises (PME) afin de proposer des mesures anticipatives à la restructuration.

Au programme, plusieurs séminaires et réunions de travail organisés dans les pays partenaires du projet. Une première rencontre a eu lieu à Francfort le 15 février. Durant cette première réunion, les partenaires ont créé une base structurelle et thématique de recherche, ainsi qu'une méthode d'analyse des bonnes pratiques en matière de mesures anticipatives aux restructurations des PME. Le mercredi 25 juin 2008, **PLS** a participé à l'atelier espagnol du projet.

Au cours du 2nd semestre 2008, un atelier transnational organisé en Italie, une réunion de travail réunissant les interviewés et parties prenantes belges, ainsi qu'une conférence finale organisée par **PLS**.

Cette dernière a eu lieu le 18 novembre à Bruxelles et mettait en lumière de nombreux cas de mesures prises tout au long du processus de restructuration dans les dix pays partenaires.



Un accent tout particulier a été mis sur l'échange de bonnes pratiques et de conseils en matière de mesures anticipatives aux restructurations des PME, ceci afin de les diffuser et de favoriser leur reproductibilité au travers d'un benchmarking européen.

– « 2ème Convention européenne des Groupements d'Employeurs »

Les 21 et 22 février a eu lieu la 2ème Convention européenne des Groupements d'Employeurs au Comité Européen des Régions à Bruxelles, en présence de M. Vladimir ŠPIDLA, Commissaire Européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances. Développés en France, en Belgique et en Allemagne, les Groupements d'Employeurs proposent une nouvelle forme d'organisation du travail collective et solidaire, qui permet de concilier les besoins ponctuels de compétences nécessaires au développement des entreprises et la stabilité professionnelle des salariés. En ce sens il s'agit d'un véritable modèle de flexisécurité, alliant progrès économique et cohésion sociale. **PLS** a été sollicité pour rédiger les actes et une synthèse trilingue (FR/EN/NL).



– « Campagne nationale d'information et de sensibilisation sur les questions de l'inclusion et de la protection sociales en Belgique, Roumanie, Bulgarie »

PLS a remporté cette campagne, il s'agit d'une suite à celle mise en place en 2007 sur l'ensemble du territoire belge. Elle se concentre cependant sur des thématiques plus spécifiques et ciblées de l'inclusion et de la protection sociales. Deux principales problématiques y sont analysées : premièrement, les questions portant sur la diversité et les causes de la pauvreté des enfants, des jeunes et des personnes âgées et deuxièmement, l'emploi des personnes âgées et le vieillissement actif.

Cette campagne sera menée pendant deux ans avec le soutien de nombreux partenaires belges tels que la Fondation Roi Baudouin, le Conseil National Belge du Travail, le Service de Lutte contre la Pauvreté du Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme. A l'échelle européenne, le projet, proprement dit, porte sur l'organisation de campagnes similaires en Roumanie et en Bulgarie avec le soutien de nos partenaires roumains et bulgares et sous la coordination de la Fondation PACT pour la Roumanie et du syndicat bulgare PODKREPA.

Des rencontres européennes permettront de mettre en commun les expériences dans ces trois pays et de s'inscrire pleinement dans l'esprit de la Méthode Ouverte de Coordination Inclusion et protection sociales largement présentée et débattue lors de la première campagne. Les autres partenaires du projet européens sont DIESIS, Structure européenne et internationale de recherche et de développement au service de la coopération et de l'économie sociale, la Confédération des Employeurs et des Industries en Bulgarie, l'Union nationale de coopératives de travailleurs en Bulgarie (NUWPC), CERE et CRONO en Roumanie.

Midis de la Solidarité

- « *Travail décent, vie décente* » : **PLS** a souhaité se joindre à la campagne « *Travail Décent, Vie Décente* » lancée en janvier 2007, par les Confédérations Syndicales Internationale et Européenne, SOLIDAR et la coalition internationale regroupant des organisations sociales, de droits humains et de travailleurs Alerte Sociale. Le 12 novembre 2008, **PLS** a organisé un midi de la solidarité afin d'évaluer l'impact des principes du travail décent (accès à l'emploi, droits des travailleurs, égalité homme-femme, protection sociale et dialogue social) sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au niveau mondial. Les intervenants ont rappelé que, dans le contexte de crise économique et financière internationale, alors que rigueur et précarité se faisaient sentir, il était important de ne pas revenir sur nos acquis sociaux. Ce Midi a été l'occasion d'évaluer les effets des principes du travail décent sur l'économie européenne et de débattre du rôle que l'Union européenne pourrait jouer sur le plan international pour promouvoir le travail décent.
- « *État et Perspectives des mesures de lutte contre la pauvreté en Belgique et en Europe* » : À l'occasion de la sortie d'un nouveau Plan d'Action de Lutte contre la Pauvreté, **PLS** a animé des échanges sur les questions de pauvreté et d'exclusion sociale en Belgique mais aussi en Europe. Jean-Marc Delizée, Secrétaire d'État Belge à la Lutte contre la Pauvreté, y expliquait les étapes de l'élaboration du plan. Ludo Horemans, du Réseau européen de Lutte contre la Pauvreté, est intervenu à ses côtés pour apporter la position des associations européennes de terrain de lutte contre la pauvreté. Ariane Fontenelle, directrice de **PLS**, a présenté les politiques européennes en la matière.

Working Papers

- « *Vieillesse de la population : quelles solutions ?* » : Le vieillissement de la population européenne est un défi important pour les décennies à venir, dans la mesure où, il implique un changement des structures de la société, ce qui nécessite une adaptation des systèmes existants en matière de retraites et de santé, secteurs sur lesquels le vieillissement de la population pèsera le plus. Ce working paper se base sur divers projets déjà expérimentés dans différents pays européens et qui proposent de nouvelles solutions et constituent des outils de réflexion utiles.
- « *Les groupements d'employeurs en réponse à la flexicurité ?* » : Comment l'Europe peut-elle concilier flexibilité et sécurité ? En s'appuyant sur le principe de « flexicurité », qui est une nouvelle façon de combiner la flexibilité et la sécurité sur le marché du travail, tant pour les travailleurs que pour les entreprises.
- « *Les politiques belge et européenne en matière d'inclusion sociale* » : L'Union européenne s'est construite autour du marché unique et des quatre libertés fondamentales : libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux. Depuis l'Acte unique de 1986, le travail et l'emploi figurent parmi les objectifs de l'Union. Au niveau social, peu de citoyens européens ont véritablement conscience d'un quelconque rôle joué par l'Union, mis à part un sentiment diffus que la construction de l'Europe met à mal les avancées en la matière. Face à ces constats, il nous a semblé intéressant de présenter le rôle joué par l'Union européenne en matière d'inclusion sociale et son influence sur la politique belge.
- « *L'impact de la croissance sur la pauvreté et l'inégalité : l'importance des choix politiques* » : La croissance économique est-elle toujours au service de l'humain et de tous les humains ? Cette vaste question, liée à la relation entre croissance économique et bien-être global, fait l'objet de controverses et de débats intenses. La question est, en effet, fondamentale dans un cadre où la croissance constitue souvent un objectif en soi pour les pays, qu'ils soient économiquement riches ou pauvres.

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Projet « Décrochage scolaire »

Depuis bientôt deux ans, **PLS** et ses partenaires, se sont investis dans un projet de sensibilisation au décrochage scolaire, abandon, désinvestissement des élèves en difficultés scolaires.



Après l'organisation d'un colloque et la parution du cahier « *Décrochage scolaire, comprendre pour agir* », en 2007, **PLS** poursuit son investissement dans trois groupes de travail distincts :

- un groupe est chargé d'organiser un événement sportif,
- un deuxième coordonne la réalisation d'un livret d'informations sur les « bonnes adresses » pour résoudre les problèmes de décrochage
- un troisième est chargé d'organiser un concours d'affiches dans huit écoles secondaires de l'enseignement artistique.

Accrochage scolaire : Parution d'un nouvel outil

En novembre 2008, une brochure, d'une trentaine de pages, propose une analyse sans tabou du décrochage scolaire. Elle a pour couverture l'affiche lauréate du concours organisé avec le soutien de la STIB et est disponible en version papier.



Par ailleurs, le site internet www.jaccroche.be, lancé le 14 janvier, permet aux acteurs concernés (élèves, parents et « praticiens ») d'accéder à des informations pratiques. De nombreuses ressources (dont la brochure) et adresses utiles relatives à l'accrochage scolaire en Région bruxelloise y sont répertoriées.

MODELE SOCIAL EUROPEEN

Projets européens

- « *Age in* »

La question du vieillissement actif est au cœur des politiques européennes de l'emploi, mais on remarque que des freins notamment psychologiques sont toujours très présents à l'encontre des travailleurs âgés et que les partenaires sociaux européens font face à des défis très importants dans ce domaine. Cette question aux multiples facettes fait débat dans de nombreux pays européens. **PLS** et ses partenaires français, italiens, espagnols et bulgares ont remporté l'appel à projet européen « *Le dialogue social comme instrument de lutte contre les discriminations liées à l'âge dans l'emploi* ».



Le programme de travail était le suivant :

- Séminaire de lancement du projet à Séville ;
- Séminaire de travail à Rome avec présentation de la situation italienne, de quelques cas concrets ainsi que de la situation en France, Espagne et Bulgarie ;
- Séminaire de travail à Sofia avec présentation de la situation bulgare, rencontre des acteurs clés et présentation de la situation en Belgique, France et Espagne ;
- Conférence publique à dimension belge et européenne à Bruxelles. Présentation de la situation belge, présentation des résultats des travaux de Rome et Sofia ;
- Conférence finale à Paris pendant la Présidence française de l'Union européenne. Présentation des résultats du projet.

PLS et **DIESIS** ont organisé cette conférence finale le 17 septembre afin de mesurer l'état des discriminations liées à l'âge dans l'emploi en Belgique et en Europe et le rôle du dialogue social comme outil clé dans la lutte contre ces discriminations. Cette conférence a permis de faire un état des lieux à l'échelle européenne, au travers de l'expérience des acteurs de l'économie sociale dans les dialogues sociaux nationaux, au travers de la récolte et de l'analyse des bonnes pratiques de vieillissement actif.

- « *Leonardo innovation : en matière de validation des acquis de l'expérience* » : **PLS** a également remporté le projet européen Leonardo da Vinci Transfert d'innovation. Ce projet porte plus spécifiquement sur le transfert d'un outil allemand : le PROFILPASS, qui a été développé par le centre de formation VHS et la Municipalité de Hanovre. Ce projet, d'une durée de deux ans, va analyser le transfert d'un tel outil pour la validation des acquis de l'expérience informelle et non-formelle. Les partenaires du projet sont outre VHS et PLS, Inforcoop pour l'Italie, FISE pour la Pologne, Formeville et DIESIS.

Working papers

- « *Le mouvement Solidarnosc : une histoire polonaise* » : Comment est né le mouvement Solidarność ? Comment a-t-il réussi à perdurer ? Est-ce un mouvement spontané ? Est-ce seulement la Nation alliée à l'Église qui a renversé un édifice aussi solide, ayant maté bien des rebellions par le passé ?

Cette étude sommaire permet d'identifier des jalons qui aident à la compréhension de la dé-communisation du dialogue social et sa marche difficile vers le « modèle européen ». Sans être déterministe, cette analyse montre le poids de l'histoire et de la culture et tente de décloisonner l'étude d'un pays comme la Pologne de ce cadre communément admis « d'Europe de l'Est ».

- « *La politique européenne de voisinage* » : Devant la situation géopolitique et les nombreux défis qui s'offraient à elle, l'UE a senti le besoin de formuler une politique claire, complète et mise à jour vis-à-vis de ses voisins directs. La particularité et l'intérêt de cette politique sont qu'elle ne cherche pas simplement à créer un glacis d'États tampons pour se protéger de menaces potentielles, mais bien un cercle d'amis. En effet, l'Union est à la recherche d'un partenariat gagnant/gagnant, une coopération renforcée, tant au niveau économique, que politique et culturel. Fait rare dans l'histoire des relations internationales, l'UE compte, à travers la Politique Européenne de Voisinage, financer et aider le développement de ses voisins. Au regard de leur diversité, même au sein de sous ensemble régionaux, il paraissait important d'étudier la question plus en détails pour en saisir les enjeux mais aussi son originalité, et sa complexité.
- « *La solidarité, réconcilier le fait et l'idéal ?* » : D'où provient la notion de solidarité ? Plus récente que l'on croit, elle est au fondement des courants principaux du progressisme, tant politiques que syndicaux. Elle a également été l'étendard et le ciment de la construction européenne. L'étude de ses origines souligne pourtant que les pères du solidarisme n'ont jamais idéalisé ce concept et l'ont souvent fondé sur la nature humaine et la réalité de la société, telles qu'elles se manifestaient dans un dix-neuvième siècle plutôt conservateur. Comme le montraient déjà certains observateurs de l'époque, le solidarisme pensé par Léon Bourgeois, dit « juridique », se fonde sur le droit, et par conséquent, érige la notion de solidarité en devoir des « possédants » envers les « non-possédants ».
- « *Solidarité et Europe : réflexions autour de la pensée de HABERMAS* » : La réflexion habermasienne est riche en réflexions susceptibles d'influencer les décideurs politiques et les acteurs de terrain : Comment réconcilier solidarité et individualisme? Existe-il une solidarité purement désintéressée ?

Le POLE économie sociale

L'approche économique proposée par l'économie sociale et solidaire est dans la lignée des valeurs que défend **PLS**, qui y consacre un de ses pôles d'activités. Dans ce cadre, Il est essentiel pour PLS de travailler avec les divers centres de recherche, universitaires ou non, ainsi qu'avec les acteurs socio-économiques du secteur, afin de favoriser les rencontres et développer des collaborations en vue d'intensifier le niveau des recherches en économie sociale et de participer à leur diffusion et leur vulgarisation auprès d'un large public.

L'axe économie sociale de **PLS** regroupe les domaines suivants : Promotion de l'économie sociale ♦ Accompagnement de structures d'économie sociale ♦ Services à la Personne à finalité sociale

PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Une croissance durable et solidaire, c'est possible !

PLS a initié le Manifeste européen « Pour une croissance durable et solidaire au service d'une richesse partagée ». Alors que l'heure est à la réforme du système financier international et aux plans de relance économique dans l'Union européenne pour remédier aux conséquences économiques et sociales inquiétantes de la crise actuelle, il est essentiel de s'attaquer aux maux profonds du système économique en vigueur. Le Manifeste européen « Pour une croissance durable et solidaire au service d'une richesse partagée » avance douze propositions pour bâtir une croissance européenne durable. Un nouveau modèle de croissance qui défend l'intérêt général européen et dans lequel la cohésion sociale est un moteur essentiel est proposé. Ce modèle repose, en plus d'une réglementation financière stricte, sur une économie plurielle soucieuse de développement économique, de progrès social et de qualité environnementale. Le manifeste peut être consulté sur le site Internet de **PLS** : www.pourlasolidarite.be/fr/TELEX/Decembre2008/Manifeste_croissance.pdf

Projet européen « Pour tous »

Dans le cadre de l'année européenne de l'égalité des chances, la Fondazione Unipolis, fondation italienne d'entreprise dédiée à la promotion de la recherche, de la culture, de la sécurité et de la solidarité, **PLS** a souhaité s'engager en faveur de l'emploi des jeunes, en particulier issus de quartiers défavorisés.



Ainsi, **PLS** s'est associé à la Fondation française MACIF, qui favorise le développement de projets dans le champ de l'économie sociale et particulièrement le développement d'activités économiques, pour mettre en œuvre un projet cofinancé par l'Union européenne. Ce partenariat a permis de lancer le projet « *Pour tous* », dont l'objectif était de promouvoir la création d'emplois par les jeunes dans les zones urbaines sensibles, au travers de la mise en place d'outils pour les soutenir dans la création pérenne d'emplois dans le champ de l'économie sociale. Pour mettre en œuvre ce projet et en particulier réaliser le guichet virtuel, les deux fondations ont fait appel à **PLS**, qui les a accompagnées tout au long de leur démarche. Le site Internet peut être consulté à l'adresse suivante : www.pour-tous.eu.

Projet LEONARDO « Mobilité de stagiaires »

Depuis deux ans déjà, **PLS** est engagé dans un programme européen Leonardo, en partenariat avec la structure d'économie sociale espagnole CEPES-Andalucía. En 2008, **PLS** a accompagné un groupe de 12 jeunes Espagnols en stage à Bruxelles pour trois mois, en les recommandant à des structures d'économie sociale belges et européennes. Un projet de ce type favorise la mobilité des jeunes en promouvant l'économie sociale, ce qui correspond bien aux objectifs de **PLS**.

PLS à la RTBF

Denis Stokkink fait partie des 13 chroniqueurs de l'émission « *Entrepreneurière* » qui a lieu tous les samedis entre 8h30 et 9h sur les ondes de la radio belge RTBF. Les interventions sont publiées le même jour dans les pages économiques de la Libre Belgique. Ainsi, il est intervenu le 6 septembre et le 13 décembre, sur la thématique Europe/mondialisation.

Par ailleurs, le 18 septembre, il est intervenu sur le thème de « la crise boursière mondiale » sur la Première, dans l'émission « *Face à l'info* », présentée par Eddy Caekelberghs, aux côtés de Christian de Boissieu, Conseiller du Premier Ministre français et Président du Conseil d'Analyse économique et de Michel Aglietta, économiste au Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales et professeur d'économie à l'université Paris-X.

Comité de pilotage du IVème forum sur la globalisation de la solidarité

PLS participe à l'organisation du 4^{ème} grand forum international pour la globalisation de la solidarité, Lux'09, coordonné par l'INEES (Institut Européen d'Économie Sociale) et le RIPSS (Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire), avec pour objectif de promouvoir les valeurs et les initiatives de l'économie sociale et solidaire.

Cette 4^{ème} édition, qui suit les rencontres de Lima en 1997, de Québec en 2001 et de Dakar en 2004 aura lieu en Europe, à Luxembourg, au mois d'avril 2009 et mettra en avant les possibilités d'une économie alternative, à travers la présentation d'innovations de l'économie sociale et solidaire mises en œuvre dans le monde entier.

Un nombre important de sujets sera traité, de l'entrepreneuriat solidaire à la souveraineté alimentaire en passant par les finances solidaires, à travers douze ateliers, dont un préparé et animé par **PLS**, l'atelier « ESS, services sociaux d'intérêt général et biens communs ». Dans le cadre de la préparation de cet événement, un forum en ligne a été mis en place au début de l'été, avec un espace de discussion pour chacun des ateliers.

Conférences

- « *En route vers Lisbonne* » : Ce colloque européen s'est déroulé les 4 et 5 décembre au Centre de Recherche Public Henri Tudor à Luxembourg. Cet événement placé sous le patronage du ministère de l'Économie et du Commerce extérieur du Grand-duché de Luxembourg était organisé par l'Observatoire de la Compétitivité, le Centre de Recherche Public Henri Tudor et le Service central de la statistique et des études économiques (STATEC). **PLS** est intervenu sur le thème « *Pour une croissance européenne durable et solidaire* ». Ce colloque avait a pour objectif d'évaluer les politiques développées pour en atteindre les objectifs, d'analyser les résultats atteints et attendus, mais aussi de faire le point sur les difficultés rencontrées.
- « *Entreprendre et agir sans frontière* » : **PLS** a animé les 28 et 29 mars, les troisièmes rencontres de l'Économie sociale et solidaire, organisées par la Ligue de l'Enseignement Champagne-Ardenne. Ces Troisièmes Rencontres avaient la particularité de :
 - o se placer dans une perspective franco-belge, en proposant des approches comparées d'initiatives développées de part et d'autre de la frontière.
 - o aborder l'Economie Sociale et Solidaire au travers d'aspects concrets répondant tout à la fois à des enjeux de territoire et à des questionnements essentiels des acteurs de ce secteur, comme la reprise / transmission d'entreprises ou les financements des initiatives d'économie sociale et solidaire.

La première journée de ces rencontres s'est adressée plus particulièrement aux acteurs de l'Economie sociale et solidaire autour de questions clés, parmi lesquelles l'intégration de l'économie sociale et solidaire dans les politiques publiques et celle des financements possibles. Au-delà de l'approche franco-belge retenue pour ces rencontres, les débats et échanges de cette journée ont bénéficié d'une mise en perspective intercontinentale, au travers du regard et du témoignage de Gabriela Cavalcanti Cunha du Secrétariat national de l'économie solidaire au Brésil. La seconde journée s'est adressée au grand public et a proposé échanges, débats et perspectives de travail, en vue de mobiliser les personnes et de mutualiser ressources et outils autour de cette autre façon d'entreprendre et de faire vivre les territoires que constitue l'Economie sociale et solidaire.

- « *Semaine internationale de l'économie sociale et du développement durable à Séville* » : Du 6 au 9 mai, **PLS** a participé à la semaine internationale de l'économie sociale et du développement durable, organisée à Séville par un de ses partenaires espagnols CEPES-Andalucía, Confédération d'Entreprises pour l'Économie Sociale, ainsi que la fondation EAES, Escuela Andaluza de Economía Social. Cette semaine avait pour objectif de développer des coopérations entre pays d'Europe et d'Amérique latine sur le thème du développement durable, en lien avec l'économie sociale, dans le but de :
 - o Établir des bases pour le développement d'un protocole de l'Économie sociale sur le développement durable global ;
 - o Positionner l'économie sociale andalouse comme pionnier et modèle en matière « d'entrepreneuriat autrement », en respectant l'environnement ;
 - o Poser les bases d'un Plan International de l'Économie Sociale, en avant-garde des actions du protocole de Kyoto.

ACCOMPAGNEMENT DE STRUCTURES D'ÉCONOMIE SOCIALES

Depuis sa création, **PLS** a cherché à développer avec ses partenaires des relations durables, notamment pour apporter une dimension européenne à leurs activités. En 2008, plusieurs grandes structures d'économie sociale nous ont fait confiance : le Groupe Chèque Déjeuner, la MAIF, le Pôle européen des fondations d'économie sociale ou encore l'UNA, Union Nationale d'Aide et soins à domicile. Ainsi, dans le cadre de notre mission de formation et d'information, nous proposons à nos partenaires une série d'outils d'accompagnement sur les enjeux européens :

Une veille européenne

Cette veille, mensuelle ou trimestrielle, permet aux acteurs de suivre l'actualité européenne en rapport avec leurs thématiques ou centres d'intérêt, de manière à accompagner leur réflexion stratégique en ayant à l'esprit les enjeux européens pouvant les concerner, à court, moyen et long terme. A titre d'exemple, nous avons traité cette année les sujets suivants, entre autres :

- « *Le point sur les avancées du traité de Lisbonne* » ;
- « *Les relations franco-allemandes et le projet d'Union pour la Méditerranée* » ;
- « *Le Parlement européen fête ses 50 ans* » ;
- « *Présidence tournante de l'Union européenne, trio présidentiel* » ;
- « *Le programme de la présidence française* » ;
- « *Les implications du non irlandais* » ;
- « *2009, Année européenne de l'innovation et de la créativité* ».

Des formations

En complément des veilles européennes, **PLS** propose à ses partenaires des journées de formation thématiques sur l'Union européenne, pour une sensibilisation aux enjeux européens, en adaptant le contenu au public. Ces journées de formation peuvent prendre la forme de journées d'étude à Bruxelles, qui associent enseignement théorique et visites des institutions et acteurs européens, comme ce fut le cas pour une visite des dirigeants de la MAIF au mois de septembre. A titre d'exemple, nous avons organisé pour l'UNA (Union Nationale d'Aide et soins à domicile) 4 journées de formation sur les thèmes suivants :

- Le modèle social européen
- Présentation générale de l'UE
- Les enjeux de la libéralisation européenne des services
- Les politiques sociales européennes

Nous avons également accompagné l'ICOSI dans l'organisation d'une Assemblée générale dans nos locaux au mois de mai, suivi d'une rencontre au Comité économique et social européen pour discuter de dialogue civil et de dialogue social en Europe ; puis d'une présentation du programme de la présidence française de l'Union européenne par la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne.

Un soutien stratégique

Enfin, pour accompagner nos partenaires dans leur ouverture sur l'UE, nous leur fournissons un soutien stratégique, qui peut prendre la forme d'une expertise sur une thématique particulière, de conseil, voire d'un lobbying auprès des institutions européennes. A titre d'exemple, nous avons accompagné le Pôle européen des fondations d'économie sociale dans sa recherche de nouveaux partenaires et la mise en œuvre de projets européens.

SERVICES À LA PERSONNE A FINALITÉ SOCIALE

Rencontre « Les services à la personne en France et en Europe »

Le 9 avril, **PLS** a participé à la première rencontre francilienne de l'économie sociale et solidaire sur les services à la personne en France et en Europe, organisée par la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS) d'Ile de France. L'objectif de cette rencontre était de faire le point sur la prise en compte de la question européenne par les membres des organisations de l'Économie Sociale et Solidaire.

Lancement du Réseau Européen des Services à la Personne à finalité sociale

**RESEAU EUROPEEN
DES SERVICES A LA PERSONNE
A FINALITE SOCIALE**



Dans le contexte du vieillissement de la population européenne et des changements sociaux, les services à la personne sont en plein boom dans la plupart des pays de l'UE. Ce développement s'accompagne au niveau européen de la libéralisation européenne des services, dont les Services Sociaux d'Intérêt Général (SSIG) qui concernent directement le secteur des services à la personne, ce qui aura de nombreuses conséquences sur le secteur, en particulier en ce qui concerne l'accès de nombreuses structures à des subventions publiques. Le 6 juin a eu lieu à Bruxelles, la première réunion officielle du Réseau Européen de Services à la Personne à finalité sociale, qui réunit pour le moment des acteurs belges, français, espagnols et italiens autour d'une volonté commune de travailler ensemble sur un thème clé pour l'avenir. Ainsi, cette première rencontre a permis aux acteurs impliqués de poser les bases de leur travail futur. En particulier, dès la fin du mois de juin, **PLS** a représenté le réseau lors d'une conférence européenne sur l'économie sociale, à Gdansk, en Pologne, ce qui a permis de nouer des contacts, dans une perspective d'ouverture du réseau à tous les pays européens. **PLS** a, par la suite, réalisé une newsletter bilingue (FR/ES) envoyée à des acteurs ciblés.

Comment faire vivre un réseau d'envergure européenne ?

Le 28 juin, **PLS** est intervenue lors de l'Assemblée Générale du Réseau Européen d'Action Sociale – *ESAM* pour présenter, d'après son expérience, les éléments nécessaires à un travail fructueux en réseau.

Conférences

- « *Première rencontre européennes des services à la personne* » organisées par l'ANSP (Agence Nationale de Services à la Personne), elle a eu lieu les 12 et 13 novembre à Paris. A cette occasion, **PLS**, en tant que représentant du Réseau européen des Services à la Personne à finalité sociale, a animé le premier jour l'atelier « *Perte d'autonomie et aide à domicile* » et présenté le Réseau lors de la seconde journée.
- *Séminaire sur la qualité dans les services à la personne – enjeux, pratiques et perspectives à l'échelle de l'Europe* : Le 14 novembre a eu lieu à Marseille un séminaire sur la qualité dans les services à la personne, organisé par Marseille Services Développement (MSD), **PLS**, le Master RH « Management des projets et des compétences en économie sociale » et le Pôle Services à la personne dans le cadre du mois de l'Economie sociale et solidaire organisée par la CRESS PACA.

Ce séminaire constituait aussi une des activités du Réseau européen des services à la personne à finalité sociale. Ainsi, la matinée a été animée par Gérard Dupérat-Autixier, représentant de SERENA-MAIF et a été l'occasion de présenter le réseau ainsi que les expériences italiennes (DIESIS) et espagnoles (Fondation Agrupacio Mutua).

Working papers

- « *Le processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée : Eléments de réflexion sur la question énergétique et l'économie sociale* » : La mer Méditerranée a toujours joué un rôle central dans l'histoire des relations entre ses rives Nord et Sud. Bien plus qu'une frontière naturelle, c'est aussi une importante zone d'échanges où des liens historiques, économiques et culturels étroits entre l'Europe, les Balkans, le Proche Orient et le Maghreb, ont toujours existé. L'importance stratégique de cette zone, vitale pour l'Union Européenne (UE) tant au point de vue politique qu'économique, et l'urgence des défis stratégiques communs, ont encouragé la création de relations privilégiées avec les pays du pourtour méditerranéen.
- « *Europe sociale et mondialisation* » : Depuis la période des 30 glorieuses, qui suivirent la fin de la deuxième guerre mondiale, les modèles de développement économique et l'approche en matière sociale ont beaucoup évolué en Europe. Cette note de travail présente les éléments marquants en la matière.
- « *Vieillesse de la population – Que fait l'union européenne pour les personnes âgées ?* » : D'ici à 2030, on estime qu'environ 25% de la population européenne aura plus de 60 ans, et 7% aura plus de 80 ans. Les prévisions indiquent que le taux de dépendance pourrait presque doubler d'ici là. En somme, on aurait une augmentation aussi bien relative qu'absolue du nombre de personnes âgées dans la population, entraînant des enjeux économiques, sociaux et organisationnels importants. Deux facteurs conjoints sont à la source du phénomène : un faible taux de natalité et un allongement de l'espérance de vie (et également une amélioration de la qualité de celle-ci).
- « *Vieillesse et logement* » : Au vu des tendances démographiques actuelles et de l'accroissement régulier du taux de dépendance, la gestion du logement a tout pour devenir un enjeu crucial du vieillissement en Europe. Il est fort probable que les personnes âgées soient amenées à rester chez elles le plus longtemps possible – par choix, par contrainte financière ou par manque de solutions alternatives. Dès lors, il semble nécessaire d'amorcer une réflexion sur l'offre, l'adaptation et la qualité du logement pour les personnes âgées. Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), la pression du marché ou la demande pour plus de responsabilité sont autant de contraintes que d'opportunités en la matière.

- « *Vieillesse et TIC* » : L'évolution démographique pose de grands défis à l'UE. L'allongement de l'espérance de vie et le faible taux de natalité dans les pays Membres ont des conséquences importantes, tant sur le plan économique que social. Pour pallier des problèmes comme la dépendance liée à l'âge, l'UE propose, entre autres, de promouvoir le développement et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Le contexte est celui de la stratégie de Lisbonne, qui vise à faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive, mais également à réformer le système social européen afin de lutter contre l'exclusion sociale et de parvenir à plus de cohésion sociale, ainsi qu'à une société de l'information pour tous.
- « *Services à la personne dans les Politiques européennes – Dans la stratégie de l'achèvement du marché intérieur* » : ce premier volume d'une série sur les « services à la personne dans les politiques européennes » traite des documents fondateurs du marché commun européen, à savoir le Livre Blanc de la Commission à l'intention du Conseil Européen de 1985 et le Livre Blanc « Croissance, compétitivité, emploi, les défis et les pistes pour entrer dans le XXIème siècle » de 1993.
- « *Services à la personne dans les Politiques européennes – Dans la redéfinition d'une stratégie pour l'emploi durant la décennie 1990* » : La décennie des années 1990 est plus marquée par une volonté de construire une Europe sociale que celle des années 1980, durant lesquelles l'unification du marché intérieur a été mise à l'honneur.

L'emploi devient alors une priorité de premier ordre. Dans cette optique, les services se voient reconsidérés et élevés au rang de pierres ajoutées à l'édifice de cette Europe en construction dont les objectifs prétendent dépasser la logique purement économique. C'est pourquoi les services à la personne tendent à prendre une autre dimension. La Commission Européenne veut ériger une Europe sociale bâtie sur une stratégie de l'emploi permettant de lutter contre le chômage environnant. Le développement d'emplois basés sur les services de proximités ou à la personne apparaissent comme des facteurs d'enrichissement de cette Europe sociale.

- « *Services à la personne dans les Politiques européennes – Dans les débuts de la stratégie de Lisbonne* » : ce troisième volume fait état du début des années 2000, années marquées par un changement de stratégie. Ce changement s'exprime tout d'abord à travers la modification de la Stratégie Européenne pour l'Emploi (SEE) qui se voit « simplifiée », tandis qu'un cadre communautaire pour les services d'intérêt général englobant dans une certaine mesure les services à la personne se dessine et s'affirme à travers la parution du Livre Vert, puis du Livre Blanc sur les Services d'intérêt général en 2003 et 2004.

- « *Services à la personne dans les Politiques européennes – Le tournant libéral* » : Ce quatrième volume traite en premier lieu de la Communication de la Commission Européenne sur les SSIG datant du 26 avril 2006. Cette communication se propose de prendre en compte les spécificités des services sociaux au niveau européen dans un souci de modernisation. On note de ce fait une volonté croissante d'apporter un cadre communautaire dans la prestation de ces services. Les services à la personne sont évoqués, mais dans le cadre des services sociaux. De ce fait, tous ne sont pas encore pris en compte dans la législation communautaire, laissant encore une marge de liberté aux Etats membres dans leur gestion.

Diversité et RSE

Depuis sa création, *PLS* s'est consacré à la promotion du concept de diversité et à l'émergence de politiques de responsabilité sociétale dans les entreprises. En 2008, *PLS* a encore renforcé son action dans ces domaines, en inscrivant ses activités dans le cadre de 2008, Année européenne du dialogue interculturel. Ainsi des séminaires, formations, rencontres, publications, ... ont été réalisés tout au long de l'année

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

Projet européen RSE

PLS, en partenariat avec la Région wallonne (Belgique) et la Région de Ombrie (Italie), ainsi qu'un réseau d'acteurs économique et sociaux, a remporté un projet de la Commission européenne visant à favoriser le développement de la RSE en Europe. Ce projet a trois objectifs spécifiques :

- > identifier et analyser les différents modèles de RSE existant en Europe et par conséquent, évaluer la manière dont les questions de RSE et de diversité sont traitées dans les différents modèles ;
- > collecter, comparer et évaluer les meilleures pratiques et instruments selon une vision adaptée aux pays ou groupes de pays européens ;
- > recommander aux entreprises des pratiques et outils visant la promotion de la RSE en leur sein, et plus particulièrement, la promotion de la diversité envers les jeunes travailleurs.

Les activités du projet devront se dérouler entre décembre 2008 et mai 2010. Quatre séminaires techniques (Espagne, Pologne, Roumanie, France) et une conférence clôturant les activités du projet (Belgique) seront organisés.

« Trophées RSE et Forum Innov' RSE 2008 »

Les 31 janvier et 1^{er} février, *PLS* a participé à deux journées de promotion de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA). Ces événements sont destinés aux acteurs économiques qui désirent en connaître davantage sur la Responsabilité sociétale des Entreprises, ses opportunités, sa mise en œuvre, ses acteurs, ses réglementations, pour s'informer, échanger, partager et nouer de nouveaux partenariats.

DIVERSITÉ DANS L'ENTREPRISE

Accompagnement d'entreprises

- *Politique diversité du Groupe Delhaize* : Le groupe Delhaize, l'un des plus grands employeurs en Belgique, reconnaît la diversité comme une source de richesse et d'innovation. Le Comité de Direction de Delhaize s.a. a pris la décision de mettre en œuvre un Plan de Diversité et de l'inscrire dans le plan stratégique de l'entreprise. Celui-ci a été mis au point en collaboration avec le Centre pour l'Égalité des Chances et **PLS** qui en assure l'accompagnement.
- **PLS** « *Consultant Diversité* » : Dans le cadre de son agrément obtenu en 2007, en tant que Consultant diversité de la Région Wallonne, **PLS** poursuit sa mission d'accompagnement aux entreprises dans la réalisation d'une politique de gestion de la diversité. Entreprises, associations et syndicats ont fait appel aux services de **PLS** pour les accompagner dans leurs démarches de promotion de la diversité.

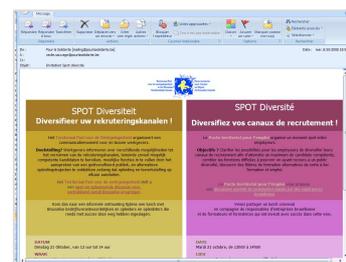
Promotion de la Diversité en Région bruxelloise

- Participation au site internet www.diversite.irisnet.be

En partenariat avec le Pacte territorial pour l'emploi de la Région de Bruxelles-Capitale, **PLS** a contribué à nourrir un site internet dédié à cette thématique (www.diversite.irisnet.be) en rédigeant des articles de fond et des brèves mettant en évidence des initiatives locales.

- Conception & organisation de « *SPOTS diversité* »

A l'initiative du Pacte territorial pour l'emploi, **PLS** participe à la promotion de la diversité par la réalisation de « SPOTS », temps de rencontres informelles visant à favoriser l'échange et le dialogue entre les entreprises économiques bruxelloises désireuses de s'investir dans la promotion de la diversité. Le 21 octobre 2008, un spot encourageait les employeurs à diversifier leurs canaux de recrutement.



Newsletter



Le Ministre wallon de l'économie et de l'emploi, Jean-Claude Marcourt, a confié à **PLS** la mission de rédiger une newsletter électronique destinée à informer les acteurs économiques et sociaux sur les politiques sociales et économiques européennes. Cette newsletter offre aux acteurs économiques des informations pertinentes sur l'actualité européenne et consacre une attention spécifique aux questions liées à la diversité, en Europe, en Belgique et en Région wallonne. Bonnes pratiques, interviews, développements législatifs, toutes ces informations et bien d'autres alimentent cette newsletter envoyée à près de 3 000 acteurs.

Midi de la Solidarité « *Le Dialogue interculturel : Késako ?* »

À l'occasion de l'Année européenne du Dialogue interculturel, **PLS** a souhaité revenir sur cette thématique pour contribuer au développement d'actions concrètes à travers un bilan de la situation et favoriser la rencontre des acteurs concernés. La Fondation Roi Baudouin et le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle sont intervenus pour mettre en lumière le concept de dialogue interculturel et ont exposé comment leur organisation fait vivre cette thématique mise à l'honneur par l'Union européenne en 2008.

Working papers

- « *Année européenne du Dialogue interculturel. Focus sur le volet socioculturel* » : La viabilité d'une culture découle de sa capacité d'échange et de communication avec d'autres cultures. Le caractère multiculturel de l'Europe a rendu nécessaire le renforcement du dialogue interculturel afin de maintenir l'unité au sein de l'Union européenne. Ce working paper développe l'aspect socioculturel du dialogue interculturel.
- « *Année européenne du Dialogue interculturel. Focus sur le volet socio-économique des migrations* » : L'année 2008, consacrée par l'Union européenne au thème du dialogue interculturel, a pour objectif d'inspirer la réflexion sur les questions liées à la diversité. L'objectif de cette étude est de présenter l'aspect social et économique de la promotion de la diversité, en particulier dans l'entreprise.
- « *La ville comme espace de dialogue interculturel* » : Les villes n'ont cessé de voir leur surface, leur nombre d'habitants et leur volume augmenter depuis la fin des années 1980. Les espaces publics urbains ont besoin de progresser pour pouvoir faire face à l'immensité de la tâche. Comment favoriser le dialogue interculturel dans des villes de plus en plus fragmentées ? Ce working paper offre des éléments de réponse pour promouvoir le dialogue entre les cultures dans les grands espaces urbains.

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Projet européen « La lutte contre les discriminations liées à l'âge »

PLS est partenaire d'un projet européen qui s'attèle à étudier la question de la lutte contre les discriminations liées à l'âge. Cette question sera traitée plus spécifiquement au travers de la mise en place ou d'un renforcement du dialogue social au sein des entreprises de l'économie sociale en Europe. Pendant cette année 2008, avec des partenaires dans plusieurs pays européens : Espagne (promoteur du projet), Bulgarie, France et Italie, nous avons procédé à un relevé de bonnes pratiques et à leur analyse. Et ce, afin de permettre au terme du projet de faire émerger un ensemble de recommandations.



Working paper

- « *La précarité en Wallonie : focus sur les personnes à risque* » La notion de précarité renvoie à des situations d'incertitude, d'insécurité et de vulnérabilité. Incertitude, car l'individu ne peut prévoir une situation acceptable dans un avenir proche ; insécurité car une personne peut être anxieuse face à ce qui peut lui advenir; vulnérabilité, dans la mesure où certains ne se sentent pas armés par rapport aux aléas de leur vie personnelle et professionnelle. Ce working paper s'intéresse à cette réalité toujours présente en Wallonie.

INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES PERSONNES

Rencontre « Work Integration Social Enterprises as a tool for promoting inclusion – WISE »

Le 8 avril, s'est tenue à Bruxelles la première rencontre du groupe de direction responsable du projet « Entreprises sociales d'insertion professionnelle comme outil d'inclusion (WISE) ». La Commission européenne (DG Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances) a souhaité à travers ce projet mettre en lumière les politiques adoptées par les États membres visant à intégrer les publics vulnérables sur le marché de l'emploi. Avec les dix-sept autres partenaires de ce projet, **PLS** analyse le rôle des WISEs (entreprises sociales d'insertion professionnelle) dans la promotion de l'inclusion sociale, ainsi que la pertinence et le rôle qu'elles jouent.

Le résultat final de ce projet sera l'élaboration et la dissémination de directives stratégiques visant une meilleure inclusion des groupes vulnérables. Celles-ci seront disséminées via des publications, mais également grâce à une conférence européenne organisée à Bruxelles par *PLS* dans le courant de l'année 2009. Le projet WISE est conduit sous l'impulsion de DIESIS par le réseau d'entreprises coopératives sociales en Italie, CGM (Consorzio Nazionale della Cooperazione di Solidarieta) en partenariat avec nombre d'organisations associées de l'économie sociale.

CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

En 2008, *PLS* a poursuivi la consolidation de ce pôle en se consacrant à la démocratie participative et à la promotion du dialogue civil en Europe. L'axe « citoyenneté et démocratie participative » de *PLS* regroupe notamment les domaines suivants : Démocratie participative
 ♦ Société civile organisée et citoyenneté active ♦ TIC au service de la participation citoyenne ♦

DIALOGUE CIVIL

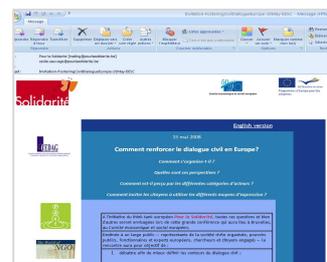
Projet européen « Renforcer le dialogue civil en Europe »

Cet appel à projet, remporté en 2007 et développé en 2008, porte sur le programme « **L'Europe pour les citoyens** ». Il vise à renforcer particulièrement le poids des organisations de la société civile comme intermédiaires entre les citoyens et les élus et institutions publiques à tous les niveaux, mais également entre les citoyens et l'ensemble des acteurs socio-économiques de leur environnement, comme les entreprises, et ce à travers l'Europe. Ce projet, porté par *PLS* a réuni six de ses partenaires privilégiés : Fondation PACT (Roumanie), Resource Center for Public Participation (CeRe) (Roumanie), Center for Social Practices (CSP) (Bulgarie), The World of NGOs (Autriche), NIOK (Hongrie) et Initiatives Europe Conseil (IEC) (France).

Ce projet avait pour objectif de réaliser une évaluation de l'état du dialogue civil en Europe, en réalisant une comparaison d'expériences de dialogue civil relevées à la fois dans les plus anciens États membres, les plus récents et les nouveaux États Membres. La confrontation d'expériences de dialogue civil relevées ainsi dans toute l'Europe élargie, permet aux citoyens et aux organisations de la société civile de tirer des enseignements de la façon dont s'est organisée et tend à s'organiser aujourd'hui le dialogue civil. Le projet a notamment donné lieu à :

- > Une conférence « *Le dialogue civil dans les nouveaux États membres : Focus sur les relations entre la société civile et les organisations publiques* »

Ce meeting, dédié au dialogue entre la société civile et les organisations publiques, a eu lieu le 14 mars 2008, à Bucarest. Lors de cet événement axé sur les nouveaux États membres de l'Union européenne, il s'est agi de mettre l'accent sur les échanges, les opportunités et difficultés que rencontrent les acteurs de la société civile organisée dans leurs relations avec les organismes publics.



- > Un Colloque « *Comment renforcer le dialogue civil en Europe ?* »

PLS a organisé, en collaboration avec le CEDAG, le 15 mai, une conférence afin d'évaluer l'état du dialogue civil en Europe, en comparant les expériences de dialogue civil



relevées à la fois dans les plus anciens États membres, les plus récents et les nouveaux États Membres. Il souhaite présenter au plus large public possible – représentants de la société civile organisée, des pouvoirs publics, fonctionnaires et experts européens, chercheurs et citoyens engagés – les bonnes pratiques européennes en la matière et générer un débat sur les perspectives du dialogue civil en Europe.

Cette conférence a permis de mettre en évidence le poids des organisations de la société civile comme intermédiaires entre les citoyens et les élus et institutions publiques à tous les niveaux, mais également entre les citoyens et l'ensemble des acteurs socio-économiques de leur environnement et ce à travers l'Europe.

- > Un guide « *Guide européen pour le dialogue civil* »

Sur la base des débats et des résultats des recherches menées tout au long du projet, un Guide Pratique du Dialogue Civil en Europe a été réalisé afin de proposer une série de recommandations pour renforcer et développer cette voie d'expression citoyenne. Ce Guide s'adresse aux représentants de la société civile comme à tout acteur s'intéressant au développement de la citoyenneté sous toutes ses formes, acteurs publics comme acteurs privés ou représentants du dialogue civil. Ce Guide présente une analyse de la situation du dialogue civil au niveau européen, dans les anciens, les récents et les nouveaux États membres ; des fiches pratiques présentant différentes formes de dialogue civil à tous les niveaux et des recommandations pratiques.

- > **3 newsletters**

Ces newsletters consacrées au dialogue civil et la participation citoyenne ont été envoyées à plus de 2 000 contacts ciblés en Europe. Ces newsletters ont servi de support pour diffuser le projet mais aussi de l'information plus générale sur le dialogue civil et la citoyenneté européenne. Devant leur succès, **PLS** a décidé de pérenniser cette newsletter après l'issue du projet.

> **Un site internet www.beingcitizen.eu**

Consacré à la citoyenneté et la participation de la société civile qui met à disposition du grand public des informations européennes, articles de fond, bonnes pratiques, contacts et liens sur le sujet.

> **Un réseau européen**

La formation d'un Réseau européen opérationnel d'organisations de la société civile spécialisées sur les questions de citoyenneté et de participation, capable de diffuser des expériences et de fournir des conseils et recommandations afin de renforcer la société civile et sa participation à tous les niveaux et à travers toute l'Europe.



DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Vade-mecum : « VadeMecum de la démocratie participative à destination des pouvoirs locaux »

Le Ministre wallon des affaires intérieures Philippe Courard a chargé **PLS** de réaliser un vade-mecum de la démocratie participative à destination des pouvoirs locaux. Cet outil met en avant une série de bonnes pratiques wallonnes et européennes et propose aux décideurs locaux une série de recommandations pour mettre en œuvre des mécanismes de démocratie participative. Il a été présenté lors de trois rencontres organisées dans le cadre de la semaine de la démocratie locale à l'automne 2008.



SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE ET CITOYENNETÉ ACTIVE

Projet européen « Citoyenneté, Interculturalité et Dialogue »

Les 22 et 23 septembre, 6 organisations de la société civile des anciens et des nouveaux Etats membres se sont réunis à Séville pour donner le coup d'envoi d'un nouveau projet européen. Le projet « Citoyenneté, Inter-culturalité et Dialogue », d'une durée d'un an, cofinancé par la DG EAC de la Commission européenne, est piloté par le Pôle européen des Fondations de l'économie sociale. Les partenaires ont mis en place des groupes de citoyens représentant la diversité de la société européenne, de manière à ce qu'ils échangent et réfléchissent ensemble au concept de dialogue interculturel.

FEMMES ET VILLES

Vade-Mecum « Pour améliorer la vie des femmes en Ville »

Le Ministre belge en charge de l'Égalité des Chances et de la Politique des Grandes Villes a chargé **PLS** de réaliser un vade-mecum pour améliorer la vie des femmes en ville. Ce vade-mecum, basé sur un rapport préalable présentant les contextes belge et européen et un relevé de bonnes pratiques, fournit aux destinataires les informations nécessaires concernant les outils disponibles et met en évidence une série d'expériences reproductibles. Cinq domaines d'action ont été identifiés : le logement, l'emploi, la participation politique, la sécurité et les équipements et services collectifs. Pour chaque domaine, des recommandations ont été avancées.

CITOYENNETÉ ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

Consciente de l'influence des TIC sur la promotion de la participation citoyenne, **PLS** s'est intéressée aux enjeux que ces technologies représentent pour les acteurs socio-économiques européens et en quoi ces technologies pourraient participer à la promotion d'une citoyenneté active.

Working papers

- « *L'usage des TIC par la société civile organisée européenne : quels enjeux ?* » : L'internet offre de nouvelles possibilités aux organisations de la société civile. Il décuple leurs possibilités de communication. Un site peut être une simple vitrine des activités de l'association ou un espace plus développé de dialogue et d'interaction que l'on appelle aussi web2.0.
- « *Les TIC au service de la politique de communication des institutions européennes* » : Le déficit démocratique de l'Union européenne est entré dans le vocabulaire courant pour désigner le manque de légitimité des institutions du fait de leur complexité aux yeux des citoyens. La résorption de cette « fracture européenne » passe par un effort en communication permettant d'augmenter la visibilité du travail communautaire.
- « *Les médias traditionnels : Fondement d'un « Espace Public Européen »* » : Pour obtenir un espace public européen, il faut un intérêt simultané de tous les acteurs de l'espace pour un même sujet. Pour provoquer cet intérêt, les médias sont le vecteur le mieux à même de diffuser l'actualité à un large public.

- « *Quand les spécialistes nous parlent d'Europe... Modèle de communication* » : Les institutions européennes tirent globalement profit des interventions de la société civile organisée sur le net. Elles mettent en place des programmes qui encouragent leur présence sur la toile. Ceux-ci constituent cependant un soutien très indirect. Il appartient notamment à la Commission de soutenir davantage l'interactivité online de la société civile, interactivité qui participe à la légitimation de ses actions, encore trop peu démocratiques.
- « *Le web 2.0 : une révolution pour la participation citoyenne ?* » : Le web 2.0 est une révolution. Il devient un outil omniprésent, dans la vie quotidienne mais aussi au niveau politique, où il est l'objet de beaucoup d'expectatives. Au niveau local particulièrement, le web 2.0 est de plus en plus utilisé comme outil de participation citoyenne.

DÉVELOPPEMENT DURABLE TERRITORIAL

La thématique du développement durable et territorial est aujourd'hui une problématique reconnue tant sur le plan économique que social. Les préoccupations des scientifiques trouvent désormais un large écho au sein du monde politique et il semble que chacun veuille s'engager à y apporter des réponses. *PLS* se réjouit de cette évolution positive et poursuit son activité en faveur de cet enjeu d'avenir. L'axe développement durable et territorial regroupe, entre autres, les domaines suivants : Energie ♦ Développement durable territorial ♦ Logement durable ♦ *Consommation durable* ♦ ...

energie

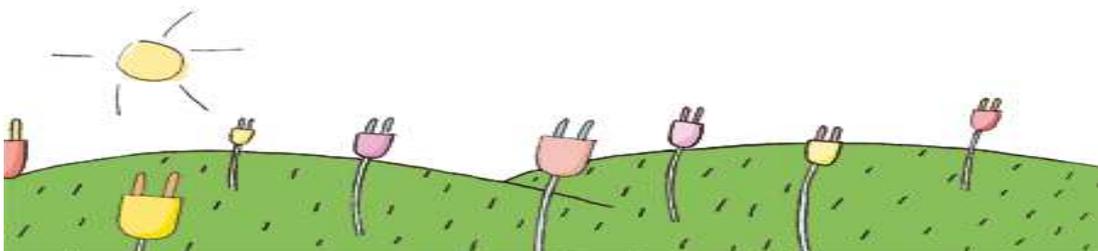
Conférence européenne « Europe, énergie et économie sociale : Enjeux actuels et perspectives »

La question énergétique est un enjeu d'importance planétaire, qui a des répercussions dans de nombreux secteurs. C'est une question transversale, dont les implications sont écologiques, mais également économiques et sociales, c'est pourquoi les acteurs de l'économie sociale ont un rôle à jouer dans le développement de nouvelles formes de production et d'utilisation. *PLS* et la Banque Durable Triodos organisaient une conférence le 16 octobre afin de mettre en évidence ce que l'économie sociale accomplit déjà, avec des retombées positives dans le domaine de l'énergie.



Cahier de la Solidarité « Europe, énergie et économie sociale »

PLS a souhaité, au travers de cet ouvrage, se pencher sur la question énergétique, un enjeu d'importance planétaire, qui a des répercussions dans de nombreux secteurs. Ce cahier a pour but de présenter un certain nombre d'initiatives d'acteurs de l'économie sociale dans les domaines de la production et de la distribution d'énergie, du logement, des produits et services financiers, des initiatives citoyennes et des transports, il se veut un outil didactique pouvant servir d'exemple à de nouvelles initiatives du même type.



Working papers

- « *Europe et énergie, le défi de demain* » : Les secteurs de l'énergie et du transport contribuent de manière importante au changement climatique en raison de fortes émissions de gaz à effet de serre. Si aucune mesure n'est prise pour réduire ces émissions, la température mondiale grimpera de 1,4 à 5,8° C pour la fin du siècle, ce qui aura des effets désastreux sur les écosystèmes et l'économie mondiale.
- « *Energie et Europe : focus sur différents Etats membres* » : Peu d'études ont été à ce jour menées sur l'appréciation des comportements des citoyens face aux messages répétés d'alerte aux problèmes énergétiques et climatiques auxquels l'humanité s'apprête à faire face.
- « *L'Energie et l'économie sociale : les bonnes pratiques en Europe* » : Aux quatre coins de l'Europe, des acteurs de l'économie sociale s'engagent de manière très concrète en faveur du développement durable, des économies d'énergie et des énergies renouvelables. Sont rassemblés ici quelques exemples montrant différents terrains d'action choisis.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET TERRITORIAL

Interviews

- « *Entre'première* » : À l'occasion de la sortie du cahier « *Europe, énergie et économie sociale* », Denis Stokkink, président de **PLS**, a été interviewé par la RTBF, émission Entre'première, pour présenter les enjeux de l'énergie pour les acteurs de l'économie sociale.
- *Interview de Patrick Criqui* : **PLS** a interviewé l'économiste français Patrick Criqui, spécialiste européen des questions d'énergie, qui a accepté de répondre à des questions sur la politique européenne de lutte contre le changement climatique, son bilan et ses limites.

Conférence : « Le Développement durable – Un nouvel impératif pour l'Europe ? »

L'annuel Dialogue franco-allemand, forum de discussion relatif à l'avenir de l'Europe, s'est déroulé cette année les 5 et 6 juin à Otzenhausen (Allemagne). Créé en 1999, il a été consacré cette année à la viabilité de l'Europe. Les échanges sur les défis actuels et structurels de l'Union européenne, menés souvent dans un cadre national, sont ainsi rassemblés dans un dialogue transnational, innovateur et productif. En s'adressant à des experts et chercheurs issus des milieux de la politique, des médias, de l'économie et de la culture et venant de France, d'Allemagne mais aussi d'autres pays européens et des institutions européennes, le Dialogue franco-allemand vient compléter de manière appropriée celui mené à l'échelle gouvernementale.

En tant qu'acteur traitant du développement durable et soucieux d'intégrer des préoccupations européennes dans sa perspective, **PLS** a participé à cette 10^{ème} session consacrée aux tables rondes et ateliers suivants : « Le Développement durable : un nouveau projet pour l'Europe ? », « Union européenne et Développement durable – Réussirons-nous ce que nous ne parvenons pas à réaliser seul ? », « Osons le développement durable – besoin d'une révolution civilisatrice ? ».

Working papers

- « *Le développement durable : une application à la croisée des chemins interculturels* » : Si l'on parle de développement « durable », faut-il en déduire qu'il existe un développement qui ne le soit pas ? Dès lors, ne serait-ce pas le développement lui-même qui constituerait une partie du problème de la durabilité ?

D'où une nécessité de ne pas se limiter à trouver un développement alternatif (parce qu'alors le développement durable reste du développement en soi) – mais aussi des alternatives au développement ou, au moins, d'essayer de sortir du cadre qui le détermine. Ce n'est donc pas du concept même de développement durable qu'il est question ici, mais plutôt de ses fondements et, surtout, de sa mise en pratique.

- « *Le développement durable, un concept creux ?* » : Pour résorber les crises actuelles, un concept revient avec insistance sur toutes les lèvres : le développement durable. Cet engouement pose question. Quelle peut être la valeur d'un concept aussi largement décliné ?
- « *Le bio-mimétisme est-il l'avenir du développement durable ?* » : Quels sont les principes de cette nouvelle approche ? Comment l'homme peut-il bénéficier des enseignements de la nature ? Peut-on enfin passer d'un paradigme où la nature est considérée comme un fournisseur de ressources, à une attitude d'apprenti plus humble envers celle que l'on devrait apprendre à considérer comme un modèle, une mesure et un mentor, selon les théoriciens du bio-mimétisme ?

LOGEMENT DURABLE

Conférences « Logement durable » – Salon Batibouw 2008 »



Depuis quatre ans, **PLS** a en charge l'organisation de séminaires sur le logement durable au grand salon belge de la construction et de la rénovation, Batibouw (370 000 visiteurs en 2008).

PLS a proposé les thèmes suivants : « *Architecture et développement durable : les derniers développements* » et « *Comment réduire sa facture énergétique ?* »

Working papers

- « *Comment promouvoir au niveau fédéral le logement durable en Belgique ?* » : Quel rôle peuvent alors jouer les pouvoirs publics fédéraux dans la promotion de ce dernier ? Sont-ils de simples « payeurs » ou peuvent-ils être un moteur au niveau national ? S'il n'existe aucun cadre national d'intervention au niveau du logement traditionnel, le logement durable, au carrefour de plusieurs domaines, est concerné par les politiques de l'Etat fédéral, qui peut formuler des préconisations et encourager ce dernier en complément des mesures prises au niveau des Régions, notamment par le biais de son action en matière de climat, d'environnement et d'énergie.
- « *Les politiques des régions belges en matière de logement durable* » : Trois Régions belges et autant de façon de procéder en ce qui concerne les objectifs, les priorités ou les mesures touchant au logement durable. Elles subventionnent, forment, informent, encouragent des clusters à se créer et peuvent prendre en charge également les laissés pour compte de la libéralisation du marchés de l'énergie.
- « *La stratégie des clusters belges en matière d'éco-construction – quelques exemples wallons et bruxellois* » : Le cluster a été défini par le gouvernement wallon comme « un mode d'organisation du système productif établi à l'initiative des entreprises et se caractérisant par un cadre de coopération portant sur des activités liées, le développement volontaire entre les entreprises de relations de complémentarités, verticales ou horizontales, marchandes ou non marchandes, la promotion d'une vision commune de développement ».
- « *Habitats groupés, habitats solidaires* » : Le coût du logement a considérablement augmenté ces dernières années, en particulier dans les capitales européennes. Des études ont démontré que la part du loyer dans le budget des ménages s'est fortement accrue. Se loger devient problématique pour de nombreux ménages – tant pour les couches défavorisées de la population que pour certains groupes des classes moyennes. L'habitat groupé peut dès lors s'avérer être une solution de logement intéressante d'un point de vue économique. On parle alors d' « habitat solidaire ». Choix définitif ou passager, l'habitat groupé ou solidaire relève dans tous les cas d'une démarche volontariste. Les raisons économiques et pratiques sont assorties, de la part des résidents, d'une envie de changement dans le mode de vie, voire d'un projet commun. L'habitat groupé et l'habitat solidaire s'apparente alors à une forme d'action collective, un espace social construit par ses propres habitants. Ce working paper dresse un bref aperçu de ce type de logements. Il présente une définition des concepts, un panorama européen et une analyse des avantages et inconvénients de ce type de projets.

Consommation RESPONSABLE

Les modes de production et consommation des sociétés occidentales sont aujourd'hui confrontés à l'urgence de reconsidérer leurs impacts sociaux et environnementaux. Le réchauffement climatique, les inégalités sociales, la crise alimentaire découlent aussi de nos modes de vie. Il importe d'envisager la consommation sous un angle durable : les recherches et initiatives en ce sens sont, depuis fin 2008, un axe de réflexion et d'action développé à *PLS*.

Formation « Comment monter et gérer un projet européen dans les règles de l'art ? »

Au printemps 2008, une nouvelle formation a été organisée destinée aux acteurs de collectivités et d'associations locales. Son objectif été de fournir aux participants des méthodes et outils de compréhension leur permettant de mieux appréhender le montage de projet européen. Suite à une demande, l'opération a été réitérée le 5 novembre 2008.

Publication « L'impact du budget européen 2007-2013 pour les acteurs de l'économie sociale »

La **Cellule d'économie sociale du SPP Intégration** a confié à **PLS** la mission de réaliser un guide sur les perspectives financières issues de la nouvelle programmation budgétaire européenne pour la période 2007-2013. Ce guide offre un certain nombre d'informations très utiles tant au niveau du contenu des programmes qu'au niveau des démarches à effectuer. Ce guide a été publié aux éditions Kluwer, en 2008.

Pour la Solidarité, plus qu'un Think Tank européen classique, offre une large gamme de services liés au secteur de la solidarité. Il promeut l'économie sociale, des politiques durables et l'engagement des citoyens dans les processus de prise de décisions.

INFORMATIONS PRATIQUES

Think Tank européen ***Pour la Solidarité*** asbl

Rue Coenraets, 66

B-1060 Bruxelles

Tél. : +32 2 535 06 63 - Fax : +32.2.539.13.04

Métro : Porte de Hal / Midi

Gare : Gare du Midi

www.pourlasolidarite.eu

Banque : 001-38774204-03

BE : 21 00 13 87 42 03

BIC : GEBABEBB